

## Renforcement de la qualité des investissements publics dans les pays de l'Afrique subsaharienne notamment en période de la COVID-19

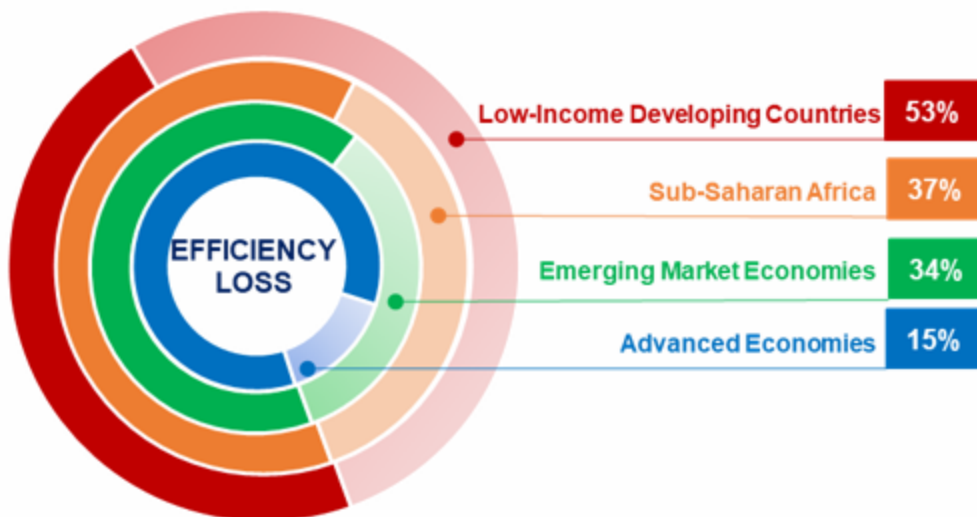
Du 1<sup>er</sup> au 3 février 2022, les Centres régionaux de renforcement des capacités du Fonds monétaire international pour l'Afrique du Centre et de l'Ouest ont organisé un séminaire interrégional sur la gestion des investissements publics (GIP) pour leurs pays membres auxquels s'est joint Madagascar. Ce séminaire, [financé par la GIZ](#), a été placé sous les auspices du Département des finances publiques du Fonds monétaire international.

Dix-neuf (19) pays ont participé à ce séminaire avec en moyenne une représentation de quatre (04) personnes par pays auxquels se sont ajoutés les cadres de la Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et ceux de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA), ainsi que les délégués de la Société civile.



Une analyse globale de l'efficacité de l'investissement public dans les pays participants et des résultats des évaluations de la GIP selon la méthodologie PIMA ([Public Investment Management Assessment](#)) a estimé une perte d'efficacité en moyenne à environ 40%. Cela a attiré l'attention dans un contexte où ces pays aspirent à l'émergence en adoptant et actualisant les plans nationaux de développement dans lesquels les investissements en infrastructures économiques et sociales occupent une place de choix. Vu la rareté des ressources disponibles, le consensus s'est dégagé quant à la nécessité de réduire les pertes d'efficacité en améliorant la GIP.

## Perte d'efficacité



Source: Schwartz et. al. 2020 *Well Spent: How Strong Infrastructure Governance Can End Waste in Public Investment*.

Une analyse des cadres institutionnels et juridiques de la GIP a permis de ressortir les forces et les faiblesses, en vue de tendre vers un encadrement complet tout le long du cycle de GIP et un cadre institutionnel solide. Au cours des discussions, des orientations se sont dégagées sur une approche pertinente pour encadrer la GIP pendant et après la crise sanitaire liée à la COVID-19.

## Scores moyens du PIMA sur la force institutionnelle et l'effectivité

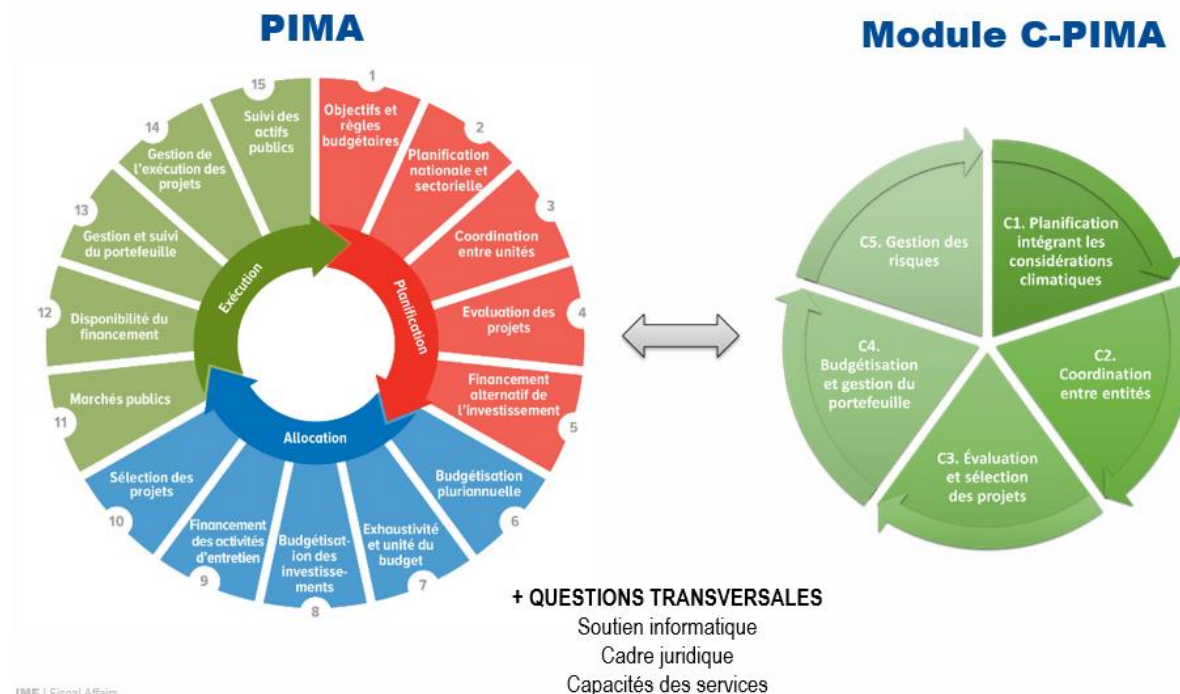


Source: FMI.

Note: Moyenne des scores PIMA Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo.

La problématique du changement climatique et son impact sur les investissements publics se sont invités au débat. A cette occasion, la méthodologie PIMA ainsi que l'outil développé par le Fonds monétaire international pour évaluer la force institutionnelle des pays à apporter des réponses budgétaires à la prise en compte de la question du changement climatique (C-PIMA) ont été expliqués aux participants.

## NOUVEAU MODULE PIMA SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Un des temps forts de ce séminaire a été la présentation des expériences-pays, notamment de la part de ceux qui ont déjà réalisé des évaluations PIMA et/ou des missions de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues desdites évaluations. Ces présentations ont suscité d'intenses discussions et échanges intéressants entre les participants, développant ainsi un espace de dialogue post-séminaire devant leur permettre d'échanger davantage et de partager la documentation sur les meilleures pratiques.

A la fin du séminaire, le délégué de l'[AUDA-NEPAD](#) (*African Union Development Agency in The New Partnership for Africa's Development*) a partagé avec les participants le plan de travail de cet organisme spécialisé de l'Union africaine qui a dans son portefeuille d'importants projets continentaux dont il faut absolument minimiser les pertes d'efficience au cours de leur réalisation dans les pays africains.

Les organisateurs ont invité les autres pays qui n'ont pas encore réalisé les évaluations PIMA et C-PIMA de les solliciter, afin d'identifier les forces et faiblesses de leurs systèmes de GIP, et formuler des plans d'action crédibles pour l'amélioration du processus de l'investissement public et de son efficience. Le Département des finances publiques du FMI, [l'AFRITAC du Centre](#) et [l'AFRITAC de l'Ouest](#) se tiennent à disposition des pays pour l'accompagnement dans la mise en œuvre des recommandations qui résulteront de ces évaluations.



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL - FMI  
Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale

Renforcer les capacités macroéconomiques de l'Afrique centrale



[Accueil](#) [Qui sommes-nous ?](#) [Partenaires](#) [Événements](#) [Actualités](#) [Programmes de travail](#) [Rapports](#)



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL – FMI  
CENTRE RÉGIONAL D'ASSISTANCE TECHNIQUE

AFRITAC de l'Ouest

Renforcer les capacités macroéconomiques et financières en Afrique de l'Ouest



[Accueil](#) [Qui sommes-nous ?](#) [Partenaires](#) [Événements](#) [Actualités](#) [Programmes de travail](#) [Rapports](#)



**Lien utiles :**

- [Site internet de l'AFRITAC du Centre](#)
- [Site internet de l'AFRITAC de l'Ouest](#)
- [Site internet du FMI sur la Gouvernance des Infrastructures](#)